



Audition Sénat

Contrat d'Objectifs et de Moyens de l'audiovisuel public

Comme à l'Assemblée Nationale, vos élus Force Ouvrière ont été entendus ce vendredi matin par le Sénateur Jean-Raymond Hugonet, rapporteur chargé d'émettre un avis sur le COM (Contrat d'objectifs et de moyens) 2020-2022.

Ce qu'il ressort de cet entretien :

1 | Réformes et régionalisation :

Les élus ont regretté la baisse drastique de moyens alloués à l'audiovisuel public, et de ce fait les objectifs difficiles à atteindre pour la régionalisation. Ils ont alerté sur le manque de moyens opérationnels (trop peu de journalistes et de personnels sur le terrain) faisant obstacle à nos missions de service public, notamment celle d'informer les populations au plus près. Comment réussir les coopérations entre *France•3* et *France Bleu* quand les budgets afférents et les moyens humains opérationnels (en journalistes, monteurs, etc... produisant de l'info) sont en nette diminution du fait des économies. FO a souligné que les objectifs à atteindre ne sont pas les économies mais en premier lieu la diffusion de la culture et de l'information.

2 | Associer les salariés :

Force Ouvrière a rappelé que les réformes à marche forcée sans associer les salariés conduit à des retards voire des échecs, comme cela s'est passé pour INFO 2015. La mutualisation des moyens qui avait été réclamée par la tutelle avait conduit en interne à des crispations sans résultat probant. De plus, il était demandé une « mutualisation des moyens » (mise à disposition de matériels, moyens de diffusion) et non la fusion des rédactions. La perte de la

valeur éditoriale avec deux rédactions distinctes *France•2* / *France•3* a été préjudiciable pour la diversité des opinions... Dans une démocratie, cette diversité est essentielle. De même qu'au sein des entreprises de l'audiovisuel public, il est nécessaire de gouverner en associant les salariés. Dans le contrat social qui nous unit, il est nécessaire de trouver un consensus qui rendra l'audiovisuel public plus fort. Pour FO, les salariés doivent être davantage associés aux décisions pour adhérer au COM.

3 | Maintenir France•4 : la mission auprès des jeunes publics

Force Ouvrière a insisté auprès des sénateurs pour que les programmes de nos offres touchent davantage les jeunes publics. Il faut investir de façon plus intense dans le digital, mais aussi développer la production de programmes pour les 4-14 ans et les 14-25 ans. FO a demandé le maintien de *France•4*, un maintien dans cette logique de diffuser des programmes à leur destination, d'autant qu'avec la crise sanitaire liée au Covid-19, la chaîne a fait preuve de réactivité, démontrant le rôle éducatif essentiel qu'elle a et peut encore jouer.

4 | Pérenniser les ressources de l'audiovisuel public :

Pour Force Ouvrière, il faut repenser la question des ressources de l'audiovisuel public. Alors que la réforme de la taxe d'habitation fait entrevoir des difficultés, FO a réclamé que la taxe des GAFAN soit fortement relevée pour financer l'audiovisuel public, la France ayant un rôle à jouer

important à Bruxelles dans le cadre de négociations avec les plateformes. Des ressources propres seraient à même de permettre de consolider les finances de l'audiovisuel public plutôt que la budgétisation.

Salto, notre plateforme, doit être financée par l'Etat et non par France Télévisions. Ce coût ([page 18 du COM](#)) pèse lourdement dans le budget jusqu'en 2022. Il s'agit d'un bras de fer entre les Etats et les plateformes (américaines, mais pas que...), il ne peut incomber à France●tv d'y participer financièrement au vu de nos restrictions budgétaires.

| La Force des Outre-mer : 9 stations, 9 territoires, 9 cultures mais une même mission, celle de Service Public :

Respecter les diversités de tous les territoires ultra-marins, c'est donner à chacune des 9 stations – en TV, Radio & Numérique – de vrais moyens humains et matériels de

développer la production locale. Donc de produire en interne, en plein emploi, avant même d'externaliser et de coproduire.

Et pour que le Pacte de Visibilité pour l'hexagone puisse avoir une existence pérenne sur les chaînes de France Télévisions, c'est aussi d'élaborer rapidement un Pacte de Visibilité distinct dans chacun des territoires pour chacun de ses peuples. Et ainsi produire localement les images et sons de nos pays d'Outre-mer.

| Consolider la confiance dans l'information :

Le COM ([page 13](#)) souligne la nécessité de faire croître la puissance de l'offre d'information de France●tv sur tous les supports. Outre les moyens que FO réclame pour investir en moyens humains dans l'opérationnel, il s'agit d'ajouter à cet endroit du COM la nécessité de lutter contre les « fausses nouvelles » (Fake-News). Les journalistes de France Télévisions ont une mission de vérification et de certification qui font d'eux des références fiables.

Paris, le 15 janvier 2021